

AVIS PUBLIC

Demande de participation à un référendum concernant le second projet de Règlement numéro 431-35

AVIS public est, par la présente, donné par le soussigné aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum:

QUE le conseil municipal a adopté, lors de la séance ordinaire tenue le 21 juin 2021, le second projet de Règlement numéro 431-35 afin de modifier les normes encadrant les aires de stationnement.

DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

À la suite de la consultation écrite, en remplacement de l'assemblée publique de consultation, tenue du 20 mai au 4 juin 2021 conformément à l'Arrêté ministériel numéro 2020-074 du 2 octobre 2020 lié à la pandémie de la COVID-19, sur le premier projet de Règlement numéro 431-35, le conseil municipal a adopté, avec changement, le second projet de Règlement numéro 431-35 modifiant le Règlement de zonage numéro 431. Les changements apportés sont les suivants :

- Modification de l'article 26 en remplaçant la phrase suivante : Utiliser des lampes au sodium seulement par celle-ci : Utiliser des lampes dans la gamme de température de couleur en bas de 3000K
- La phrase suivante est ajoutée au paragraphe 3 de l'article 27 : L'aménagement doit avoir une superficie équivalente à 50% de l'aire utilisée par les cases de stationnement exigées en pavé alvéolé ou perméable ;
- Modification de l'article 28 en remplaçant la phrase suivante : Sauf pour un stationnement qui possède une attestation de niveau performant à excellent (70 à 90 crédits) tel que proposé par le Conseil Régional de Montérégie par celle-ci: Les stationnements qui possèdent ou visent l'Attestation Stationnement Écoresponsable de niveau performant à excellent (70 à 100 crédits) sont exempts de ces normes puisque la démarche inclut des critères de verdissement.
- Remplacement du mot personnes handicapées par personnes à mobilité réduite à l'article 35 du projet de Règlement ;

Ce second projet de Règlement est susceptible d'approbation référendaire et doit être approuvé par les personnes habiles à voter de l'ensemble du territoire de la Ville.

Il est susceptible d'approbation référendaire en ce qui concerne les dispositions ayant pour objet :

- **ARTICLE 4 MODIFICATION DE LA TERMINOLOGIE**
- **ARTICLE 5 MODIFICATION DU TITRE DU CHAPITRE 10**
- **ARTICLE 6 ACCÈS VÉHICULAIRE À UNE PROPRIÉTÉ**
- **ARTICLE 7 AMÉNAGEMENT ET CONCEPTION D'UNE ALLÉE D'ACCÈS**
- **ARTICLE 8 ABROGATION DE L'ARTICLE 133**
- **ARTICLE 9 ACCÈS VÉHICULAIRE ET ALLÉE DE CIRCULATION EN PENTE**
- **ARTICLE 10 ABROGATION DE L'ARTICLE 135**
- **ARTICLE 11 ABROGATION DE L'ARTICLE 136**
- **ARTICLE 12 ABROGATION DE L'ARTICLE 137**
- **ARTICLE 13 OBLIGATION D'AMÉNAGER UNE AIRE DE STATIONNEMENT**
- **ARTICLE 14 DÉLAIS DE RÉALISATION DES ESPACES DE STATIONNEMENT**
- **ARTICLE 15 PERMANENCE D'UNE CASE DE STATIONNEMENT**

- **ARTICLE 17 MODIFICATION DE L'ARTICLE 140**
- **ARTICLE 18 ABROGATION DE L'ARTICLE 141**
- **ARTICLE 19 ABROGATION DE L'ARTICLE 142**
- **ARTICLE 20 ABROGATION DE L'ARTICLE 143**
- **ARTICLE 21 ABROGATION DE L'ARTICLE 144**
- **ARTICLE 22 MODIFICATION DE L'ARTICLE 145**
- **ARTICLE 23 SURLARGEUR DE MANŒUVRE**
- **ARTICLE 24 AMÉNAGEMENT DES AIRES DE STATIONNEMENT**
- **ARTICLE 25 AMÉNAGEMENT DES AIRES DE STATIONNEMENT À PROXIMITÉ DES COURS D'EAU**
- **ARTICLE 26 ÉCLAIRAGE DES AIRES DE STATIONNEMENT**
- **ARTICLE 27 AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE STATIONNEMENT DE 7 À 20 CASES**
- **ARTICLE 28 AMÉNAGEMENT ÉCORESPONSABLE D'UNE AIRE STATIONNEMENT DE PLUS DE 20 CASES**
- **ARTICLE 29 AMÉNAGEMENT DES CASES DE STATIONNEMENT RÉDUITES**
- **ARTICLE 30 UTILISATION DES AIRES DE STATIONNEMENT**
- **ARTICLE 31 NOMBRE DE CASES DE STATIONNEMENT HORS RUE**
- **ARTICLE 32 RÉDUCTION DU NOMBRE DE CASES DE STATIONNEMENT**
- **ARTICLE 33 INFRASTRUCTURES DE BORNES DE RECHARGE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUE**
- **ARTICLE 34 STATIONNEMENT POUR VÉLOS**
- **ARTICLE 35 AMÉNAGEMENT DES AIRES STATIONNEMENT POUR LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE**

Une demande peut provenir de toutes les zones du territoire de la Ville Otterburn Park afin qu'un règlement qui la contient soit soumis à leur approbation, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Les renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont le droit de signer une demande à l'égard de la disposition et l'objectif de cette demande peuvent aussi être obtenus au bureau de la greffière à l'adresse indiquée ci-dessous.

CONDITIONS DE VALIDITÉ DE TOUTE DEMANDE

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient; et, le cas échéant, la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
- être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21;
- être reçue au bureau de la greffière, à l'hôtel de ville, situé au 601, chemin Ozias-Leduc, à Otterburn Park, **au plus tard à 16h30, le 30 juin 2021.**

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE

Est une personne intéressée toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et qui remplit l'une des conditions suivantes en date du 21 juin 2021:

1. Être une personne physique majeure, de citoyenneté canadienne, ne pas être en curatelle et :
 - a) être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande et depuis au moins 6 mois, au Québec, ou;
 - b) être, depuis au moins 12 mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la Loi sur la fiscalité municipale, située dans une zone d'où peut provenir une demande, ou;
 - c) être, depuis au moins 12 mois, copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande et :
 - être désigné, par les copropriétaires ou cooccupants qui sont des personnes habiles à voter, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom. Le copropriétaire ou cooccupant désigné doit être une personne qui n'a pas le droit d'être inscrite sur la liste référendaire à un autre titre prioritaire.
 - produire cette procuration au bureau de la greffière, à l'adresse ci-haut indiquée.
2. Être une personne morale :
 - a) propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise au sens de la Loi sur la fiscalité municipale, depuis au moins 12 mois et situé dans une zone d'où peut provenir une demande, ou;
 - b) copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise, depuis au moins 12 mois et situé dans une zone d'où peut provenir une demande et avoir été désignée par procuration et produit cette procuration conformément aux conditions énoncées au paragraphe 1.c) ci-dessus;

Dans tous les cas, la personne morale doit désigner par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui le 21 juin 2021 et au moment d'exercer le droit de faire une demande, est majeure, de citoyenneté canadienne, n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter et produire cette résolution au bureau de la greffière, à l'adresse ci-haut indiquée;

Nul ne peut être inscrit à plus d'un endroit sur la liste référendaire de la municipalité. Cette interdiction ne s'applique cependant pas à la personne habile à voter qui est désignée comme représentante d'une ou plusieurs personnes morales.

Les renseignements permettant de déterminer quelles sont les personnes intéressées ayant le droit de signer une demande et les modalités d'exercice de ce droit peuvent aussi être obtenus au bureau de la greffière à l'adresse ci-haut indiquée.

La disposition qui n'a fait l'objet d'aucune demande valide pourra être incluse dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

Une copie du second projet de Règlement est disponible sur le site Internet de la Ville d'Otterburn Park au www.opark.ca dans la section «Avis publics» et peut être obtenue, sans frais, par toute personne qui en fait la demande au bureau de la greffière, à l'adresse ci-haut indiquée, par courriel à greffier@opark.ca ou par téléphone au 450 536-0303 poste 399. Ce second projet peut également être consulté à la même adresse **du lundi au jeudi de 7h45 à 12h et de 13h à 16h30 et le vendredi de 7h45 à 11h45** sur rendez-vous seulement.

DONNÉ À OTTERBURN PARK, LE 22 JUIN 2021

Alain Cousson, ing., directeur général et greffier adjoint